

## **REFORME : mission impossible pour la rentrée 2009.**

Les élus au Conseil d'Administration jugent impossible, voire dangereuse, la mise en œuvre, dès la rentrée 2009, de la réforme des lycées annoncée par le ministre le 21 octobre dernier.

**Ce projet de réforme est imposé de manière précipitée et sans concertation** avec les acteurs du système éducatif, pourtant elle entend bouleverser en profondeur l'organisation, les horaires et le contenu des enseignements.

**Elle n'a pas actuellement de cohérence.** Seule la maquette de la classe de seconde est définie et seulement dans ses grandes lignes. Rien n'est encore arrêté pour les niveaux de première et de terminale, ni même pour le baccalauréat.

Il est surprenant de fixer l'organisation de la classe de seconde sans avoir une définition précise de l'architecture de l'ensemble du cycle secondaire, tant pour la cohérence des enseignements que pour les modalités du baccalauréat.

**Les nouveaux programmes ne sont pas prêts (en perspective de quels examens ?).** Pourtant, ils sont rendus nécessaires par les profondes modifications des horaires et des découpages disciplinaires. Les groupes d'experts qui ont pour mission de les rédiger viennent seulement d'être désignés. Ils travailleront ainsi dans l'urgence, en l'absence de toute concertation avec les professionnels concernés. Quelle sera la qualité du travail réalisé ? Comment dans ces conditions publier des manuels avant juin prochain ?

**Cette précipitation posera dans quelques mois de graves difficultés aux actuels élèves de troisième et à leurs familles.** Ces élèves devront choisir leurs modules semestriels d'exploration et d'approfondissement sans pouvoir s'informer correctement sur leurs contenus, ni sur les filières auxquelles ils seront susceptibles de les préparer.

Une fois de plus la complexification et le manque de lisibilité des choix profiteront aux familles les mieux informées sur le système éducatif, c'est-à-dire celles des milieux les plus favorisés.

**Il sera difficile pour nombre d'établissements d'adapter leur offre d'enseignements modulaires aux choix des élèves.** On peut plutôt penser que dans beaucoup d'établissements le choix des élèves devra s'ajuster aux moyens accordés par la Dotation Horaire Globale et au Tableau de Répartition des Moyens Disponibles. Avec la suppression de la carte scolaire, la concurrence entre les lycées risque de s'exacerber.

**De fait, avec ce projet, certaines matières se trouvent en danger :** les Sciences Economiques et Sociales, la pratique artistique, l'ECJS, les langues anciennes ... Quant à la place, essentielle, des enseignements technologiques, elle reste pour le moins dans le vague. Or ce sont toutes ces matières qui ont contribué à l'accession d'un plus grand nombre d'élève au niveau du baccalauréat.

**Malgré l'objectif affiché par M. le Ministre de lutte contre l'échec scolaire, rien ou presque...** Un volant de trois heures sans définition de contenus.

**Quelles conditions d'enseignement seront faites aux élèves ?** Y aura-t-il par exemple des dédoublements pour faciliter l'acquisition des connaissances, du travail en petit groupe pour aider les élèves en difficultés ? Les conditions de travail des enseignants (classes non dédoubleées, les horaires amoindris par discipline multiplieront les postes à cheval sur plusieurs établissements ne permettant matériellement l'investissement dans aucun) auront des répercussions sur les conditions d'apprentissage des élèves.

Le ministère n'en parle pas ... car bien qu'il s'en défende, l'objectif est d'abord de réaliser des économies sur les moyens horaires alloués à l'enseignement secondaire.

***Rappelons-nous ce qu'a dit le chef de l'État lors d'un entretien télévisé en direct sur TF1 et France 2 le jeudi 24 avril 2008 : "On maintient les réformes qui permettront les réductions de postes. "***

**Oui le lycée actuel doit changer parce qu'il est encore bien trop inégalitaire et que le taux d'accession au baccalauréat stagne depuis 1995.**

**Mais cela ne pourra réussir qu'avec une réforme autrement plus ambitieuse que celle qui est proposée actuellement en prenant le temps d'une véritable concertation entre tous les acteurs et pas en la précipitant comme aujourd'hui pour des raisons de restrictions budgétaires.**

**Nous ne refusons pas de réforme du lycée, nous refusons cette réforme !**